

Le nouveau programme de la social-démocratie allemande

Quelle histoire que celle de la social-démocratie allemande ! Elle avait commencé par avoir des pages de gloire dans la lutte contre la loi d'exception de Bismarck. Mais, même déjà en ce temps-là, Marx et Engels, tout en intervenant auprès de ses dirigeants pour les conseiller, ne se considéraient pas comme des membres de ce parti qui, sur le plan de la théorie, laissait souvent à désirer.

Elle fut le modèle de tous les partis de la II^e Internationale avant 1914. Il n'est pas mauvais de rappeler que Lenine, dans « Que faire ? » la prend comme exemple. Seule Rosa Luxembour, dans les années qui précédèrent la première guerre mondiale, avait compris ce qu'elle renfermait d'opportunisme.

1914, ce fut la trahison, identique à celle de tous les partis de la II^e Internationale, à l'exception du Parti bolchevik russe et de quelques petits groupements. Pendant 4 années, elle fournit les « socialistes du kaiser » qui, à la fin de la guerre, ne parvinrent pas à maintenir la monarchie prussienne, mais à sauver le régime capitaliste : Noske et Ebert firent écraser Spartakus et portèrent la responsabilité de l'assassinat de Rosa et de Karl Liebknecht.

Pendant la plus grande partie de la République de Weimar, c'est la social-démocratie qui servit le capitalisme allemand. Quand Hitler arriva au pouvoir en 1933, les chefs sociaux-démocrates à la Wels avaient encore l'espoir qu'en rampant plus que jamais, ils pourraient vivre sous le III^e Reich !

Tout cela était plus que suffisant pour faire disparaître un parti de la scène politique. Et, pourtant, en 1945, la social-démocratie est à nouveau là et va devenir le parti principal de la classe ouvrière en Allemagne occidentale. La disparition pratique du P.C. ne peut s'expliquer par sa mise hors la loi ; celle-ci est survenue alors qu'il était devenu insignifiant.

Malgré ses trahisons et ses crimes, la social-démocratie est restée le principal parti ouvrier, avant tout parce que la politique du P.C. avant 1933, puis l'occupation des troupes soviétiques, enfin la politique servile du SED, ont provoqué une profonde révolusion des travailleurs allemands. Comme direction révolutionnaire, le PC avait failli ; sur le plan du réformisme, la social-démocratie convenait mieux.

Et maintenant, cette social-démocratie qui paraissait ne plus pouvoir descendre plus bas, vient d'adopter à son Congrès de Bad Godesberg de novembre 1959 un « programme fondamental » qui traduit cette déchéance, en abandonnant tout ce qu'il pouvait subsister de *socialiste* dans les raisons lointaines de formation de ce parti. La presse bourgeoise du monde entier y a vu une victoire de la société capitaliste, et c'en est une. Il n'y est pas question de classe, mais d'individus, d'hommes. Le « socialisme démocratique plonge en Europe ses racines dans l'éthique chrétienne », « les communistes exploitent les divisions sociales » et cela n'est, paraît-il, pas conforme aux « traditions socialistes ». Ainsi est rejeté Marx qui voyait dans la lutte des classes le moteur de l'histoire. « C'est en assurant la fusion de l'élément démocratique, de l'élément social et de l'idée du droit que l'Etat assume sa mission culturelle ». Pauvre Lassalle qui expliquait que la Constitution c'était au

LE COMITE EXECUTIF INTERNATIONAL DE LA IV^e INTERNATIONALE TIENT SON 22^e PLENUM

La 22^e session du Plenum du Comité Exécutif de la IV^e Internationale s'est tenue récemment. A l'ordre du jour se trouvaient, entre autre, une discussion sur la situation et les perspectives en Europe (avec un point particulier sur la France), des rapports sur l'Orient et l'Amérique latine, ainsi que la convocation du 6^e Congrès Mondial.

Dans notre prochain numéro, et dans Quatrième Internationale seront publiées des informations plus détaillées sur les travaux de ce Plenum.

fond les canons. Mission culturelle de l'Etat des Krupp ! « Le libre choix des consommateurs, le libre choix du lieu de travail et le libre initiative des entrepreneurs, sont des fondements décisifs ». Vous êtes ô combien libres de travailler chez Renault et de posséder un appartement au Ritz.

Les directions des Partis communistes auront évidemment beau jeu pour condamner ce programme, dénoncer une fois encore les trahisons du socialisme par les réformistes. Mais ils se garderont bien d'expliquer comment, plus de quarante ans après la victoire de la Révolution d'Octobre, au moment où les formes de propriété collective en URSS donnent des résultats extraordinaires, où les dirigeants de la puissante économie capitaliste américaine ont de l'angoisse pour l'avenir de leur système social, comment dans de telles conditions la majorité de la classe ouvrière allemande se trouve derrière un parti qui adopte un tel programme.

L'explication en est simple : les PC ont eux aussi renoncé à la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et sont devenus surtout des instruments de la diplomatie soviétique. Au moment où le Parti social-démocrate allemand vote un texte aussi misérable, la direction du PCF cherche à s'intégrer dans le régime gaulliste. La corruption des sommets du mouvement ouvrier, directement par le capitalisme ou indirectement par la bureaucratie soviétique, a valu à la classe ouvrière européenne une série de lourdes défaites depuis celle de la Révolution allemande en 1918-19, les saignées de larges couches de militants, une désorientation et une difficulté considérable à dégager de nouvelles directions révolutionnaires. Le processus historique de la marche au socialisme s'est avéré plus complexe que ne pouvaient le prévoir les révolutionnaires de Marx à Trotsky. Le retard de la révolution socialiste en Europe s'est dangereusement accru. Mais ce ne sont ni les trahisons politiques ni les trahisons théoriques qui pourront changer les lois de l'Histoire. Le « programme » que vient d'adopter la social-démocratie allemande est avant tout l'aboutissement de ce passé pénible. Les forces réellement socialistes qui ne manquent ni en Allemagne ni dans tous les pays d'Europe occidentale verront, dans ce vote, non une raison de désespérer, mais de mener une lutte renforcée pour le marxisme révolutionnaire, ce marxisme que tant d'autres avaient déjà si souvent dans le passé proclamé mort ou moribond, mais dont la vitalité et la puissance se sont avérées irrésistibles.

LA GUERRE CIVILE AU RWANDA

Si le Congo est un pays industriel, grand producteur d'uranium, de cuivre, etc., les petits territoires du Rwanda et de l'Urundi, sont avant tout des réserves de main-d'œuvre pour les mines du Katanga, distantes de mille kilomètres, et ne connaissent presque pas l'industrie.

Portion surpeuplée de l'ancienne colonie allemande du Tanganyka, ces deux royaumes féodaux avaient en 1958 quelque 4.700.000 habitants, soit 85 au km², dont moins d'un dixième de Batutsi, de race hamitique, les nobles, propriétaires de la terre et du bétail (un million de bovidés), et près de 90 % de Bahutu, de race bantoue, les serfs.

L'administration belge s'est gardée de toucher à la structure féodale du pays et a couvert d'honneur les deux roitelets et les quelques familles de grands féodaux qui se partagent les chefferies et le pouvoir. L'alimentation du pays, basée sur le maïs, donne un état de santé déficitaire à la population. Pendant la deuxième guerre mondiale, une année de mauvaise récolte provoqua une famine atroce qui réduisit sensiblement la population... Le seul produit important exporté est le café (18.600 tonnes en 1958, pour une valeur de 770 millions de francs belges). La production électrique ne s'élevait qu'à un million de kwh avant 1954, quatre millions depuis lors, soit par

Une nouvelle révélation de Khrouchtchev

Dans son discours au Congrès du Parti socialiste ouvrier hongrois à Budapest, Khrouchtchev a donné son appui complet à Kadar et a « justifié » l'intervention soviétique. Cependant, dans ce discours il a fait certaines déclarations et aussi certaines omissions qui ne sont pas sans intérêt.

Il s'est livré à une violente attaque contre Rakosi (« détaché des masses », « au lieu de diriger contre l'ennemi de la dictature du prolétariat, ils frappaient des camarades », « ils ont porté des coups aux forces révolutionnaires », « ils ne comptaient ni avec les circonstances ni avec l'opinion des travailleurs »). Mais pour tout cela, Rakosi, loin de passer devant un tribunal populaire, finit tranquillement ses jours en U.R.S.S. ; tandis que Khrouchtchev n'a pas dit un mot, un seul, sur les procès et exécution de Nagy et d'autres responsables et militants hongrois.

Dans son discours, tout en présentant fausement les événements de 1956 comme un soulèvement organisé par la contre-révolution, il a reconnu que « certains dirigeants soviétiques ont exprimé [lors des événements] la crainte que notre assistance ne soit mal comprise parce qu'une partie de la classe ouvrière était entraînée par les contre-révolutionnaires. Avec le temps cette crainte s'est révélée injustifiée » (1).

Avec ces mots, Khrouchtchev révèle en fait que le Présidium du P.C. de l'U.R.S.S. fut divisé par le soulèvement des ouvriers hongrois. La seule justification qu'il donne pour l'intervention, c'est qu'elle a réussi.

Nous ne pensons pas qu'il y ait lieu de discuter avec les bureaucrates sur leur écrasement de la révolution politique antibureaucratique des ouvriers hongrois. Mais ces lignes doivent donner lieu à réflexion de la part de militants communistes qui pensent qu'il fallait intervenir « contre un soulèvement contre-révolutionnaire ». Si des membres du Présidium, nullement suspects d'avoir un grand respect pour la démocratie ouvrière, avaient des craintes, c'est parce qu'ils savaient bien qu'il ne s'agissait pas d'un soulèvement contre-révolutionnaire dans lequel se seraient égarés des travailleurs, mais d'un véritable soulèvement des ouvriers des grandes entreprises de la Hongrie.

(1) Ce passage n'a pas été reproduit par « L'Humanité ».

tête d'habitant, 2.000 fois moins qu'en Belgique. En 1954, il n'y avait qu'un médecin pour 67.000 habitants (un pour 20.000 au Congo et un pour 950 en Belgique).

Trois partis politiques aux programmes apparemment peu différenciés, font depuis un an une propagande qui a contribué, comme les événements du Congo, à préparer l'explosion de haine sociale et raciale des Bahutus à l'égard des Batutsis. Les informations en provenance du Rwanda et de l'Urundi, firent soudain état le 12 novembre, d'opérations militaires engagées par la police, la gendarmerie et, pour la première fois, par les troupes belges aéroportées des bases congolaises, après le déclenchement d'une véritable guerre civile menée par les serfs révoltés contre les seigneurs. Dès le 13, le communiqué du « Q. G. des forces belges du Congo, opérant en Rwanda-Urundi » annonçait la mort de 50 « incendiaires » comme bilan des « patrouilles aériennes et terrestres ». Le lendemain, le quotidien socialiste « Le Peuple » titrait « l'état d'exception est proclamé au Rwanda ! Des centaines de Batutsi fuient vers l'Ouganda. » Depuis lors les informations, soigneusement filtrées, laissant entendre que des opérations militaires se poursuivent : la « pacification » n'est pas encore terminée...
Philippe VAN DAMME.